

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-08-11
du 12 AOUT 2024
portant modification des prescriptions imposées à la société ARC EN CIEL
RECYCLAGE pour les installations qu'elle exploite
sur la commune d'Izeaux**

Le préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société ARC EN CIEL RECUPERATION, devenue depuis le 30 juin 2017 la société ARC EN CIEL RECYCLAGE, pour son installation de tri, transit et regroupement de déchets, implantée ZA Le Grand Champ sur la commune d'Izeaux (38140), et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 ;

Considérant le dossier référencé PACMEDD12823 du 22 décembre 2023, complété le 5 avril 2024, de la société ARC EN CIEL RECYCLAGE portant à la connaissance du préfet la reconstruction des bâtiments de stockage de déchets dangereux et la création d'un bassin de rétention sur le site déjà en exploitation implanté sur la commune d'Izeaux ;

Considérant l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère transmis par courriel le 8 juillet 2024 sur les moyens de défense incendie ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, référencé 2024-Is034TS1, du 22 juillet 2024 ;

Considérant le courriel du 2 août 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 8 août 2024 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 en son article 2 prévoit que tout exercice d'une nouvelle activité classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires ;

Considérant que la reconstruction de deux bâtiments de stockage de déchets dangereux et l'extension du périmètre de l'installation à des fins de création d'un bassin de rétention, représentent une modification notable non substantielle au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant alors que des prescriptions doivent être prises pour prendre en compte ces modifications afin qu'elles ne soient pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015, applicables à la société ARC EN CIEL RECYCLAGE (SIRET n°333 034 973 00029) pour son installation de tri, transit ou regroupement de déchets, notamment de métaux, de déchets dangereux, de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial et de stockage temporaire de déchets dangereux, située au 420 ZA Le Grand Champ sur la commune d'Izeaux, sont modifiées selon les dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Références des articles des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) références des articles correspondants du présent arrêté	Objet
Article 1.5.2 « Montant des garanties financières »	Modification – article 3	Actualisation des garanties financières
Article 1.2.4 « Situation de l'établissement »	Modification – article 4 et annexe 1	Modification du périmètre ICPE par l'ajout d'une parcelle
Article 4.3.6.2 « Eaux pluviales et de voiries »	Modification – article 5.1	Modification de la gestion des eaux pluviales
Article 7.5.4.1 « Recueil des eaux d'extinction incendie »	Modification – article 5.2	Précision des dispositions relatives au recueil des eaux d'extinction incendie
Article 8.4.3.3.1 « Résistance au feu des locaux de stockage – Dispositifs de sécurité »	Modification – article 6.1	Modification des dispositions constructives des bâtiments de stockage des déchets dangereux
Article 8.4.3.3 « Aires et locaux de réception, d'entreposage et de regroupement de déchets » Article 8.4.3.3.5 « Stockage des piles et accumulateurs usagés » Article 8.4.3.3.6 « Stockage des bouteilles de gaz et des aérosols »	Modification – article 6.2	Modification des conditions de stockage des déchets dangereux
Article 7.5.1 « Définition générale des moyens »	Modification – article 7.1 et annexe 2	Précision sur les moyens de défense incendie, notamment dans la zone de gestion des déchets dangereux
Article 7.5.3 « Consignes de sécurité »	Modification – article 7.2	Précision sur les protocoles à suivre en cas d'incendie

Article 3 : Actualisation des garanties financières

Le tableau et les prescriptions du premier alinéa de l'article 1.5.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimés et remplacés par les prescriptions suivantes :

« Le montant actualisé des garanties financières est de 72 410,93 €. Ce montant étant inférieur à 100 000 € TTC, l'exploitant n'a pas l'obligation de consigner la somme correspondante, en application des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement. »

Article 4 : Situation du projet

Les prescriptions de l'article 1.2.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Communes	Parcelles	Section
Izeaux	19, 21, 25, 32, 347, 349, 350 et 472	AN

La superficie totale du site est de 24 100 m² avant l'extension.

Le bassin de rétention et la noue paysagère d'infiltration sont situés sur la parcelle AN25 de la commune d'Izeaux. Cette parcelle ajoute une superficie de 3 312m² au périmètre ICPE du site, conformément au plan présent en annexe.

Les bâtiments de stockage des déchets dangereux reconstruits se situent sur les parcelles AN19 et AN21. »

Article 5 : Prévention des pollutions liées aux déversements aqueux

Article 5.1 : Gestion des eaux pluviales

Les prescriptions de l'article 4.3.6.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« La totalité des zones d'activités et de circulation est imperméabilisée. Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, en particulier les eaux pluviales issues des aires étanches où sont stockés des déchets, sont collectées et orientées vers deux bassins de rétention (250 et 1 100 m³) à la sortie desquels se trouve un débourbeur - séparateur d'hydrocarbures avec filtre à sable. Ce dispositif est correctement dimensionné et capable de retenir ces produits.

Les eaux sont ensuite rejetées à un débit régulé dans la noue paysagère d'infiltration.

Un contrat de maintenance est mis en place par l'exploitant afin d'assurer au minimum une visite d'entretien semestrielle des ouvrages de traitement des effluents par un prestataire extérieur qualifié. L'exploitant est en mesure d'en justifier sur demande de l'inspection des installations classées.

Les rejets directs ou indirects d'eaux résiduaires dans les eaux souterraines sont interdits, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé.

Les rejets en puits perdus des eaux pluviales de ruissellement sont supprimés. »

Article 5.2 : Recueil des eaux d'extinction incendie

Les prescriptions des deux premiers alinéas de l'article 7.5.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Le bassin de rétention du site situé sur la parcelle AN25 dispose d'un volume minimal de 1 100m³ et d'une vanne automatique asservie à la détection incendie, permettant la mise en rétention des matières canalisées. »

Les prescriptions du sixième alinéa de l'article 7.5.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015 120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées.

Article 6 : Dispositions particulières applicables à la zone de stockage temporaire des déchets dangereux

Article 6.1 : Dispositions constructives

Les prescriptions des deuxièmes et troisièmes alinéas de l'article 8.4.3.3.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« La structure, les façades, la charpente et la toiture des bâtiments de stockage des déchets dangereux solides et liquides sont construits en béton coupe-feu 2h (REI 120).

Les portes des bâtiments de stockage des déchets dangereux solides et liquides sont des portes coupe-feu 2h, asservies au système de détection incendie, avec fermeture immédiate en cas de détection. »

Article 6.2 : Conditions de stockage

Le premier alinéa de l'article 8.4.3.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 est complété par la prescription suivante :

« Ladite rétention dispose d'un volume minimal de 250 m³ et d'une vanne automatique asservie à la détection incendie permettant la mise en rétention des différents types d'effluents cités précédemment. »

Les prescriptions du quatrième alinéa de l'article 8.4.3.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« La zone de stockage des déchets dangereux comprend :

- un bâtiment de stockage de déchets liquides,
- un bâtiment de stockage de déchets solides,
- un quai de réception des déchets arrivants par camion et une zone de tri,
- une zone de stockage de 2 bennes de déchets solides et pâteux peinture,
- une zone de stockage de 2 bennes de déchets d'emballages souillés,
- une zone extérieure de stockage de batteries (benne batteries) de 10 m²,
- une zone de stockage de piles en rack couvert de 20 m²,
- deux zones de stockage respectivement de bouteilles de gaz et aérosols (vides) en rack couvert de 8 m² chacune,
- une zone de stockage d'amiante lié ou libre conditionné (fermé) dans des contenants étanches.

Dans la zone de tri, les bacs de déchets liquides et solides sont temporairement entreposés et un contrôle systématique est réalisé pour apprécier l'intégrité des stockages et des conditionnements et l'absence de fuite. Après ces contrôles, les déchets sont entreposés aux emplacements dédiés. La zone de tri est laissée vide à la fin de la journée.

Le personnel assurant la manutention et le contrôle des déchets est formé aux risques liés à cette zone.

Les règles de stockage issus des incompatibilités entre les différents produits sont clairement affichées, de même qu'un rappel des bonnes pratiques, contenant entre autres les règles suivantes :

- décharger sous abri, ne pas laisser les déchets non couverts,
- les fûts de piles doivent être exempts d'eau,
- la benne batterie doit toujours être à l'abri,
- tous les déchets doivent être identifiés : nom du producteur, date de réception, type de déchets, danger.

Les déchets solides sont conditionnés dans des contenants adaptés aux dangers. Un emplacement est dédié à chaque type de déchets dans le local. Ces emplacements sont clairement identifiés, et les mentions de danger sont affichées. »

Les prescriptions suivantes sont ajoutées à l'article 8.4.3.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 :

« Les stockages présents sur le site dans la zone déchets dangereux sont séparés par des murs en blocs-béton. »

Les prescriptions du deuxième alinéa de l'article 8.4.3.3.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les piles usagées sont stockées dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, dans des bacs étanches et à l'abri des intempéries. Les conteneurs doivent être exempts d'eau. »

Les prescriptions de l'article 8.4.3.3.6 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les stockages d'aérosols et de bouteilles de gaz sont assurés en extérieur, dans des unités fonctionnelles dédiées. Les aérosols usagés et les bouteilles de gaz usagées sont stockés en caissons grillagés. L'aire de stockage des aérosols et des bouteilles de gaz est entièrement ceinturée par un grillage ou un mur. »

Article 7 : Moyens de prévention et protection contre l'incendie

Article 7.1 : Moyens de détection et d'alerte et de lutte contre l'incendie

Les prescriptions suivantes sont ajoutées après le cinquième alinéa de l'article 7.5.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 :

« Les moyens de détection et d'alerte incendie sont appropriés aux risques, à savoir au minimum :

- Dans les zones de stockage 1 (Stockage et traitement bois, plastique, pneus) et 2 (Bâtiment de stockage rembourrés, matelas, plastique et cartons et presse à balles) : 5 caméras thermographiques et une sirène ;
- Dans la zone 3 (quai de déchargement et zone de tri des déchets dangereux) : 2 caméras thermographiques et une sirène reliées à un enregistreur vidéo et à une centrale incendie ;
- Dans la zone 4 (stockage des déchets dangereux liquides) : 2 caméras thermiques, 2 détecteurs de flamme et 2 caméras de détection de fumée, ainsi qu'une sirène flash et un déclencheur manuel ;
- Dans la zone 5 (stockage des déchets dangereux solides) : 2 caméras thermiques, 2 détecteurs de flamme et 2 caméras de détection de fumée, ainsi qu'une sirène flash et un déclencheur manuel ;
- Dans les zones 6, 7 et 8 (zones de stockage des batteries, aérosols et gaz et piles) : une caméra thermique, un détecteur de flamme, une caméra de détection de fumée, ainsi qu'une sirène flash et un déclencheur manuel ;
- Dans la zone 9 (bâtiment de dépollution des VHU) : une caméra thermographique et une sirène.

La localisation des zones est présentée en annexe 2.

En cas de détection, une alerte est transmise à l'exploitant via des téléphones portables. Les services de secours sont alertés par le service de télésurveillance si celui-ci ne répond pas, ou par l'exploitant lui-même. »

Les prescriptions du sixième alinéa de l'article 7.5.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un système d'alarme incendie ;
- d'extincteurs en nombre suffisant, répartis à l'intérieur des locaux ainsi que sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques (notamment dans la zone et les bâtiments de gestion des déchets dangereux), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- de quatre robinets d'incendie armés (RIA) (dont un dans la zone de gestion des déchets dangereux), situés à proximité des issues des bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents ;
- de canons à eau équipés d'une caméra conventionnelle d'aide au pilotage pour la zone 4, la zone 5 et les zones 6, 7 et 8 (voir Annexe 2) ;
- d'au moins un extincteur portatif de 4kg pour chaque poste de découpage au chalumeau ;
- de matériels de protection adaptés ;
- de plans facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- de plans d'évacuation du site ;
- de moyens d'extinctions permettant d'atteindre un débit de 390 m³/h. »

Les prescriptions du neuvième alinéa de l'article 7.5.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Le site dispose par ailleurs de deux réserves internes d'eau incendie, l'une de 360 m³ et l'autre de 600 m³ (bassins à l'est du site) desservies par une voie d'accès pompiers matérialisée au sol. »

Article 7.2 : Procédures en cas d'incident

Les prescriptions suivantes sont ajoutées après le premier alinéa de l'article 7.5.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-120-0001 du 30 mars 2015 :

« En particulier, l'exploitant établit des procédures écrites explicitant la conduite à tenir en cas d'incident, et notamment des procédures en cas d'incendie. Ces procédures sont maintenues à jour et révisées en cas de modifications des installations. Ces procédures sont connues du personnel d'exploitation et rendues visibles et accessibles sur le site.

Ces procédures sont testées lors d'exercices incendies réalisés selon les périodicités suivantes :

- exercice incendie zone déchets dangereux : une fois par mois, et en particulier un exercice reprenant le scénario de l'incendie de juillet 2023 une fois par an ;
- exercice d'évacuation incendie : deux fois par an.

Les exercices suivants sont également réalisés, et peuvent remplacer les exercices mensuels et semestriels cités ci-dessus :

- exercice incendie dans une autre zone du site : une fois par an, en changeant de zone tous les ans ;
- exercice en présence du SDIS : tous les 3 ans. »

Article 8 : Conformité au dossier de porter à connaissance

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet.

Article 9 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie d'Izeaux et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Izeaux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 10 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

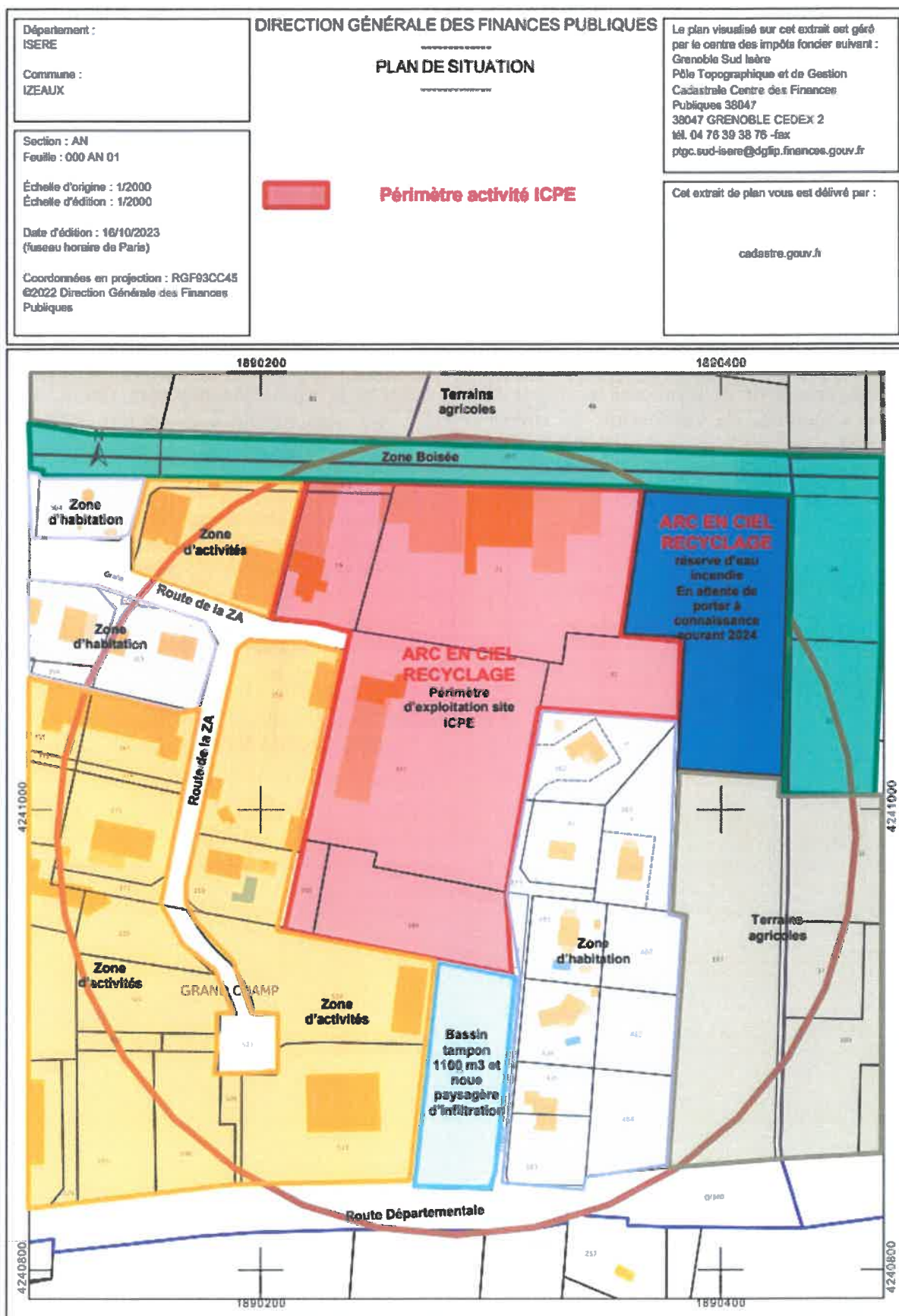
Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'Izeaux sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARC EN CIEL RECYCLAGE.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de la protection des populations,



Jean-Luc DELRIEUX

Annexe 1 : Périmètre du site



Annexe 2 : Schéma de localisation des zones



